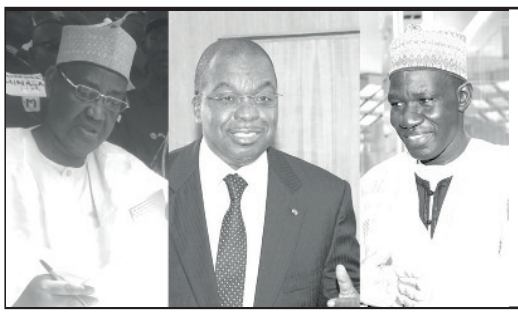


Logone et Chari
Les chefs traditionnels célèbrent Alamine, Adoum et Motaze
P. 2

L'oeil DU Sahel

Directeur de la Publication : **Guibaï Gatama**

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1049 du vendredi 16 mars 2018

«Les balafres évitaient d'être vendu comme esclave»
Lire l'interview de Abba Mbang Oumar, sultan de Pouss.
P. 10

SÉNATORIALES 2018/ADAMAOUA

Pourquoi l'Undp a retiré sa requête contre le Rdpc
P. 3

Extrême-Nord
Le Rdpc veut «chou-chouter» les conseillers municipaux
P. 2

Ngaoundéré
Un militaire tue sa copine et l'enterre
P. 6

Garoua
Cameroon Business Today se vend bien
P. 5

Catastrophe d'Eséka
Camrail réclame au tribunal une expertise internationale
P. 9

L'OEIL DU SAHEL
N°1049 du vendredi 16 mars 2018

SÉNATORIALES 2018. Elle va s'articuler autour de quatre axes.

Le Rdpc lance sa campagne à l'Extrême-Nord

Lancement de campagne pour les sénatoriales sur fond de mécontentement des militants.

Par Jean Areguema

La campagne du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) pour les élections sénatoriales 2018 a été lancée dans la région de l'Extrême-Nord le 14 mars à la permanence Rdpc de Maroua. Au cours de ce meeting présidé par Zacharie Perevet qui représentait Cavaye Yeguié Djibril, chef de la délégation permanente régionale du Rdpc de l'Extrême-Nord, les stratégies du «*parti du flambeau*» pour damer le pion à ses adversaires ont été présentées aux militants. D'après Zacharie Perevet, ces stratégies s'articulent autour de quatre axes : la campagne à responsabilité partagée, la campagne de très grande proximité, une campagne d'ouverture qui doit faire basculer les conseillers municipaux des formations politiques adverses en faveur du Rdpc et une campagne de mobilisation générale qui devra faire appel à toutes les ressources humaines locales.

Par ailleurs, il a demandé à ses camarades d'«*être très vigilants avec l'avènement des réseaux sociaux, car l'environnement n'est plus le même. Ainsi, l'utilisation des véhicules administratifs dans le cadre de cette campagne est formellement proscrite*». A l'endroit des candidats, Zacharie Perevet a demandé de «*faire connaître aux populations et surtout aux électeurs, le bilan positif et les projets portés par le chef de l'Etat en vue de leur faire prendre la pleine mesure des enjeux et défis du Cameroun*». Une position que ne partage pas Marcel Rodo, président de section Rdpc de Vélé. Profitant d'une courte phase de questions-réponses ouverte par le représentant de Cavaye Yéguié Djibril, le candidat malheureux à l'investiture du Rdpc pour les élections sénatoriales du 25 mars prochain, est monté au créneau pour dénoncer l'investiture de la liste des sénateurs sortants.

Pour lui, ces parlementaires n'ont aucun bilan. Sur la question, Zacharie Perevet a tranché. «*Pour la hiérarchie de notre parti, ces candidats représentent en réalité, les meilleures chances pour le Rdpc. L'heure n'est pas à la réflexion et au débat. Nous devons faire taire nos égos et mettre en avant les intérêts supérieurs du parti*», a-t-il répondu. Suite à cette réponse, le ton est monté. Marcel Rodo a demandé à regarder Zacharie Perevet droit dans les yeux et lui a lancé que «*nous sommes libres. Ne nous embrigadez pas. Ne nous attachez pas. Nous sommes libres de dire la vérité à ces sénateurs s'ils ne sont pas à la hauteur. Vous ne devez pas les couvrir en disant que les réalisations du président sont leurs réalisations. Je dis non. Que chaque sénateur nous présente son bilan. On aimerait savoir s'il a construit un forage ou fait autres réalisations ou s'il s'est seulement caché à l'hôtel Mont Fébé où le climat est bon*», a-t-il répété. Après sa réaction très applaudie, les militants ont repris en chœur «*nous voulons les bilans*». Malgré leur insistance, les sénateurs sont restés muets.

Déçu par cette attitude, Marcel Rodo est revenu à la charge et a interpellé Zacharie Perevet sur l'inégale répartition des sièges des sénateurs de la région de l'Extrême-Nord. L'ancien directeur général de l'imprimerie nationale s'est notamment offusqué de ce que les départements qui ont le plus grand nombre des conseillers municipaux n'ont eu qu'un seul sénateur alors que les «*petits poucets*» tels que les départements du Mayo-Sava et du Diamaré ont eu deux sénateurs chacun. «*Où est la proportionnelle de représentation ? Elle n'existe pas ici. Nous ne sommes pas là pour avaler chaque jour, chaque année, dix ans, vingt ans, trente ans ce que vous nous dites d'obéir au parti. Où est notre participation ? Nous sommes comme des objets*», a-t-il lancé, furieux. ■

EXTRÊME-NORD. Les attentions du parti du flambeau interviennent dans la perspective des sénatoriales du 25 mars prochain.

Le Rdpc veut «chouchouter» les conseillers municipaux

Par Yvonne Salamatou

Des élus de la région de l'Extrême-Nord se sont livrés à un drôle de spectacle samedi dernier à l'hôtel des Députés à Yaoundé où ils se sont retrouvés aux côtés de quelques «élites» pour préparer les élections sénatoriales du 25 mars 2018. Quoi de plus normal. Mais les choses ont commencé à sérieusement se gâter quand il a été suggéré aux députés et aux sénateurs de mettre la main à la poche pour une meilleure campagne. Les députés étaient invités à débourser la rondelette somme de 300.000 Fcfa. Quant aux sénateurs, ils devaient contribuer à hauteur d'un million Fcfa. Les seconds, bien que mécontents d'une telle demande, ne pouvaient protester à haute voix car après tout, les organisateurs de la rencontre donnaient l'impression de travailler à leur élection. Ce sont les députés qui, ne comprenant pas le bien-fondé d'une telle proposition, ont commencé à poser de fâcheuses questions. Surtout qu'après avoir fait tourner la calculette, ils se sont rendu compte de la consistance du pactole qui allait être rassemblé, soit une quinzaine de millions Fcfa environ. «*Qu'allons-nous faire de cet argent ?*», ont grommelé les plus courageux. La réponse d'un autre député, par ailleurs chef de délégation départementale du Rdpc, a alors hérissé plus d'un. «*Il a expliqué que l'argent allait servir à corrompre les électeurs*», assure un participant. Levée de boucliers chez les puritains ! Mais ce n'est pas seulement l'esprit du bon sens qui a guidé dans la salle quelque députés lucides. Elles ont redouté un effet de contagion, certain que l'information allait tôt ou tard fuiter. Et que la prochaine campagne des législatives allaient être plombées par les grandes attentes des électeurs, eux aussi «*désireux*» d'être corrompus avant tout vote... «*Quand les populations apprendront que les conseillers municipaux du Rdpc ont reçu de l'argent pour voter la liste Rdpc aux sénatoriales, elles vont à leur tour demander de l'argent pour voter les mêmes listes aux législatives et aux municipales. Nous allons nous retrouver dans une grosse merde*», a ainsi commenté un député au sortir de la rencontre. A ce jour, personne ne saurait dire qui des sénateurs ou députés a déjà mis la main à la poche.

Les militants. En rang serrés.

La peur en politique est mauvaise conseillère. Car si le parti au pouvoir en est à rechercher à l'Extrême-Nord des voies illégales pour remporter un scrutin où il domine des pieds et de la tête le collège électoral, ceci est la preuve qu'il a peur. Très peur. ■

LOGONE ET CHARI.

Motaze célébré par les chefs traditionnels

Par Issa Batan

Les gardiens de la tradition du département du Logone et Chari sont contents de Paul Biya. 14 jours après le dernier réaménagement du gouvernement, et après une rencontre de concertation à la place des fêtes de Kousseri, ils lui ont adressé un vibrant message de soutien. Il faut dire que sur le strict plan de la comptabilité, cette unité administrative de la région de l'Extrême-Nord est très bien lotie. La motion, signée de Sa Majesté Ali Mahamat, porte-parole des chefs traditionnels du Logone et Chari, se félicite entre autres du maintien à son poste d'Adoum Gargoum, ministre délégué aux Relations extérieures, de la nomination d'Alamine Ousmane Mey à l'Economie et de Louis Paul Motaze aux Finances.
Si les deux premiers membres du gouvernement cités sont natifs du coin, la présence dans cette motion de soutien du nouveau ministre des Finances pourrait surprendre plus d'un. Que nenni ! Louis Paul Motaze, pour être marié à une fille de ce département, est bien plus qu'un beau-fils aux yeux des fils et des filles du Logone et Chari. «*Le ministre Motaze est plus qu'un beau-fils. C'est notre frère. Ce qu'il a fait pour nous et ce qu'il continue de faire mérite que nous le célébrions tous les jours*», affirme Abakar, un notable. De fait, ce n'est pas la première fois que le ministre des Finances reçoit une aussi chaleureuse reconnaissance du Logone et Chari. «*A chacune de ses promotions, et ce depuis la Caisse nationale de prévoyance sociale, autorités traditionnelles, populations, élites intérieures et extérieures ont toujours été à ses côtés. C'est un juste retour des choses au vu de tous les bienfaits au Logone et Chari*», se félicite Ibrahim, enseignant à Kousseri. ■

SÉNATORIALES 2018/ADAMAOUA. Les ressorts de la posture du parti de Maigari Bello Bouba.

Pourquoi l'Undp a retiré sa requête contre le Rdpc

Les présidents nationaux de l'Undp et du Rdpc.

Par Yanick Yemga

A quoi joue l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp) ? Cette interrogation légitime de l'opinion publique est justifiée par la dernière posture de l'Undp relativement au contentieux préélectoral des sénatoriales du 25 mars prochain. Après avoir introduit le 09 mars dernier devant le Conseil constitutionnel, un recours en annulation de la liste du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), contre toute attente, l'Undp s'est retractée. Pourquoi ?

Au-delà de la thèse d'un deal politique entre le Rdpc et l'Undp, évoquée avec insistance par certains initiés du marigot politique national, la piste d'une démarche stratégique adossée sur la loi électorale fait surface. Selon des sources internes à l'Undp – proches de ce dossier - «*la décision de retrait de ce recours a été prise sur la base d'un calcul politique simple. On s'est rendu compte que si nous obtenions du Conseil constitutionnel la disqualification de la liste Rdpc, on retomberait dans la situation de 2013. Car ce serait le même collège électoral. Le Rdpc aurait alors sans doute donné les mêmes consignes de vote à ses conseillers municipaux en faveur du SDF. Car ils savent que ce parti n'a aucun ancrage dans l'Adamaoua. Nous par contre y sommes bien implantés*», éclaire sous anonymat un cadre de l'Undp.

Notre source ajoute que «*l'idée pour l'Undp c'est d'attendre la phase du contentieux post-électoral, pour faire disqualifier à ce stade la liste du Rdpc. Etant arrivés deuxième dans la course, nous raflerons ainsi la mise*». A l'examen du collège électoral dans l'Adamaoua, il apparait que le Rdpc dispose de 392 conseillers municipaux contre plus de 190 pour l'Undp et 05 pour le SDF. En 2013, le parti de Ni John Fru Ndi était en dépit de ce sérieux handicap, parvenu à gagner les 07 sièges de sénateurs en compétition dans l'Adamaoua. Un succès électoral rendu possible par le vote incestueux des conseillers municipaux Rdpc. La liste présentée par le parti de Paul Biya avait de fait été disqualifié par Elecam, puis la Cour suprême en raison d'une irrégularité constatée sur le dossier d'un candidat suppléant.

DOSSIER SOLIDE

Quoiqu'il en soit, l'attitude du parti de Bello Bouba n'en demeure pas moins une surprise surtout si l'on s'en tient aux propos de ses conseils. Ces derniers affirmaient que «*le dossier de l'Undp est bel et bien solide*». Dans la requête adressée au Conseil constitutionnel, cet «*allié*» du Rdpc précisait en effet que «*l'acte de naissance de dame Souadatou Djallo, Epse Kalkaba (candidate n° 5 sur la liste Rdpc, Ndlr) est un faux acte*».

Pour justifier son affirmation, l'Undp soutenait même «qu'il ressort des registres des actes de naissance du centre d'état civil de Tibati (...) qu'en 1964, l'officier d'état civil du centre de Tibati s'appelait Mohaman Ndjobdi et non Mohaman Bello ; son secrétaire était le sieur Garga Adamou et non Baba Souleymanou».

La même requête précise en outre que «*le dernier acte de naissance signé dans l'année 1964 au centre d'état civil de Tibati porte le numéro 153 alors que celui produit par dame Souadatou porte le numéro 807*». En appui de sa requête, le parti de Maigari Bello Bouba avait fait tenir au Conseil constitutionnel un certificat de non existence de souche de registre d'acte de naissance délivré le 08 mars par Dairou Ahmadou, le maire et officiel d'état civil de Tibati. Suffisant aux yeux de l'Undp pour amener le Conseil constitutionnel à déclarer «*le rejet pur et simple de la liste des candidats Rdpc dans la région de l'Adamaoua*» aux sénatoriales du 25 mars prochain. D'autant que «*la fraude corrompt tout*», arguait alors l'Undp. Depuis il semble que l'Undp a décidé de changer son fusil d'épaule, mais pas de cible. ■

Les affaires examinées par le Conseil constitutionnel

Par Florette Manedong

La première audience du Conseil constitutionnel relative au contentieux préélectoral des sénatoriales 2018 s'est tenue hier au Palais des congrès de Yaoundé. Une audience pas très courue, qui n'a connu en définitive que la présence des avocats des différentes parties, et celles des personnes directement concernées par les recours introduits devant cette institution. Pour cette audience ouverte, 06 requêtes au total ont été reçues par le Conseil constitutionnel : 3 du Rdpc, 1 de l'Undp, une du SDF et une de l'Ucdi. L'audience a été ouverte par l'affaire Saki Lamine, ex-sénatrice déchue, qui a introduit une requête pour s'en plaindre. Malheureusement absente de ladite audience, de même que son avocat, (une pratique dont elle serait coutumière, ce qui lui aurait coûté sa place au Sénat), la décision a été rendue en son absence. Sa requête a été déclarée irrecevable, le Conseil s'étant déclaré incompétent, pour connaitre de l'investiture des candidats par les partis politiques.

Pourtant inscrite au rôle, l'affaire de l'Undp n'a même pas été évoquée par le Conseil constitutionnel. Un silence sans doute consécutif au retrait de son recours par ce parti politique. Une autre affaire qui aura capté toute l'attention est celle de l'honorable Paul Tchatchouang du Sdf, qui conteste la liste du Rdpc à l'Ouest, au motif que l'un des candidats de ce parti «*serait inconnu des registres d'état civil de la région*». Les avocats du Rdpc qui eux, brandissent le certificat d'individualité du concerné pour attester de son existence, sont pris à parti par les avocats d'en face qui trouve cela curieux, au regard de ce que, le certificat d'individualité ne figure pas au nombre des pièces exigibles par Elecam pour être candidat. Pour toutes les affaires qui étaient appelées et vidées, cette dernière affaire a d'abord été mise de côté par le Conseil qui a entièrement vidé le rôle, pris une pause et est revenu avant de mettre en délibérée au 19 mars 2018 dans un jugement avant-dire-droit pour permettre au concerné de se présenter à l'audience. ■

CONSEIL MINISTÉRIEL.

Paul Biya prescrit l'accélération de la décentralisation

Par Olive Atangana

Un seul point était inscrit à l'ordre du jour du conseil ministériel de jeudi dernier au palais de l'Unité. «*La communication spéciale*» de Paul Biya. Et comme l'on pouvait s'y attendre, plusieurs sujets ont meublés cette rencontre qui intervient deux semaines après le réaménagement du gouvernement, et deux ans après le réaménagement du 2 octobre 2015. Des échéances électorales prévues cette année 2018, à la situation économique du pays avec notamment la poursuite «*de la mise en œuvre harmonieuse du programme conclut avec le FMI*», en passant par les préparatifs de la Can 2019, le Plan d'Urgence pour l'accélération de la croissance, l'entrée en service du port en eau profonde de Kribi et du deuxième pont sur le Wouri. La situation sécuritaire dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et le processus de décentralisation ne sont pas en reste. A ce propos, Paul Biya prescrit l'accélération du processus. «*Nos populations, à travers le pays, n'ont cessé d'exprimer leur volonté d'être associées plus étroitement à la gestion des problèmes qui influencent directement leur quotidien. La création du ministère de la Décentralisation et du Développement local s'inscrit dans l'optique d'apporter une réponse rapide à ces demandes récurrentes. J'en attends, à brève échéance, des propositions détaillées et un chronogramme relatif à l'accélération du processus de décentralisation en cours*», a déclaré Paul Biya.

Georges Elanga Obam, le tout premier occupant du ministère de la Décentralisation et du Développement local a donc du pain sur la planche. Surtout au moment où le parachèvement de ce processus est réclamé dans les quatre coins du pays. Un véritable défi pour le pays. En effet, l'irruption dans le champ politico-social de la crise dite anglophone est venue attestée de l'urgence de l'implémentation de cette réforme inscrite dans la loi constitutionnelle de 1996. «*Je vous exhorte à vous mettre au travail avec ardeur, afin que nous puissions, ensemble, relever les nombreux défis auxquels notre pays doit faire face. Notre peuple n'en attend pas moins de nous*», a indiqué Paul Biya. ■

L'OEIL DU SAHEL
N°1049 du vendredi 16 mars 2018

MAROUA. Depuis trois mois, le prix du poulet traditionnel est passé de 1300 à 2000 FCfa.

La filière avicole bat de l'aile

Par Ali Magra Abakar

Depuis presque trois mois, le poulet a disparu du panier des ménagères de la ville de Maroua. La cause, son prix est passé de 1300 à 2000 FCfa et parfois 2500 FCfa. Conséquence, dans les restaurants, les plats de poulet connaissent une augmentation considérable. «*Je vendais le plat à 1500FCfa mais aujourd'hui, il coûte 2000FCfa pour la simple raison que le prix du poulet a augmenté*», explique Aissa Dodou, tenancière d'un restaurant. A «*Kosseyel Beii*» ou «*montagne de chèvres*» en français, lieu réputé pour la vente du poulet à Maroua, on confirme la flambée des prix du poulet. «*Le poulet à Maroua coûte déjà très cher. Il est passé du simple au double*», remarque Adamou Bouba, un client rencontré sur «*la montagne des chèvres*». Venu s'offrir un poulet avec 1500 FCfa, il est finalement reparti bredouille. Pourtant il y a peu, avec cette même somme, Adamou Bouba se procurait un poulet et les condiments bien l'assaisonner.

Pour les vendeurs cette hausse des prix ne leur est pas imputable. «*Si le poulet est cher aujourd'hui c'est normal. Nous sommes en pleine saison sèche et comme chaque année cela a entrainé la hausse des prix dans le secteur avicole*», expliquent-ils. Les consommateurs de poulets locaux ont donc cru se tourner vers les poulets de chair. A leur détriment. «*Quand j'ai constaté que les prix du poulet local avaient connu une hausse. Je suis venu pour acheter un poulet de chair, mais je constate aussi que le prix du poulet de chair n'est pas à la portée de tous*», se désole Yves Ndongo, client.

Un poulailler.

Face à cette situation, les consommateurs de la ville de Maroua ne savent plus à quel saint se vouer. ■

FAIÇAL IBRAHIM. Au marché de Kosseyel Beii, le vendeur de volaille n'est pas inconnu.

Bien en chair grâce aux poulets

Par A.M.A

Malgré son âge (22 ans), Il est l'un des vendeurs les plus connus à «*Kosseyel Beii*» ou «la montagne des chèvres», à Maroua. Grâce à son entregent, Faiçal Ibrahim a assis une certaine notoriété auprès des consommateurs du poulet dans la ville de Maroua. Cela fait huit ans déjà que son histoire est liée à celui du poulet. Plus qu'une affaire d'argent, le poulet est pour Faiçal, est une passion. Dès son enfance il aimait la compagnie du poulet. «*J'avais exigé à mon père de m'acheter une poule avant ma circoncision*» se souvient-il. Mieux, à l'âge de neuf ans, il a commencé à élever des poules dans la concession familiale. Et Faiçal Ibrahim de se remémorer ses débuts. «*J'ai commencé par déplumer les poules ici au pied de cette montagne (Kossel Beii ndlr). Je travaillais pour une personne. Quand ses clients venaient acheter les poulets, il les égorgeait et moi, mon travail, consistait à les déplumer*», raconte- t-il. Au fil du temps, il commence par acheter quelques poulets sur le marché et à les revendre. L'affaire a grandi. Et aujourd'hui, il s'approvisionne deux fois par semaine (les dimanches et les jeudis) à Dziguilao dans le Mayo-Kani et à Ndoukoula dans le Mayo-Danay. Et en fonction du climat du marché, il commande entre 100 et 200 poulets. Selon lui, ce commerce lui rapporte beaucoup. Aussi grâce à cette activité il réussit à joindre les deux bouts et même à s'occuper de sa mère. Il parvient aussi à financer ses études, qu'il n'a pas encore arrêtées. «*J'ai vraiment eu beaucoup de choses grâce à cette vente, le poulet m'a tout donné*» mais ce jeune pense que les défis sont encore énormes. «*Mon objectif c'est de vendre 400 poules par semaine, je compte aussi ouvrir une ferme avicole*», ambitionne Faiçal Ibrahim. Pour y parvenir, il compte sur son carnet d'adresses déjà bien fourni. Il a d'ailleurs recruté deux jeunes personnes pour lui prêter main forte à Maroua. ■

Au marché

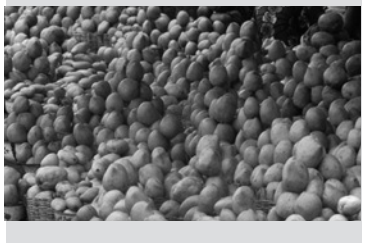
LA KOLA, FRUIT DE CHOIX.

La noix de kola est très prisée à Maroua et ses démembrements. Lors des mariages, c'est la noix de kola que la famille du marié offre à celle de la fille convoitée. Un sac de kola coûte 18 000 FCfa sur les marchés à Maroua. Mais l'on détaille aussi. Avec 50f on peut s'offrir une noix de kola. La noix de kola a aussi beaucoup des vertus selon les consommateurs. La kola provient du Nigéria, et une autre partie de l'ouest du pays. ■

LE PLANTAIN CHER À L'EXTRÊME-NORD.

Cultivé dans la partie sud du pays, la banane plantain est une denrée rare à l'Extrême-Nord. Aussi ici, le régime de plantain varie entre 9 000 FCfa et 15 000 FCfa. Mais au marché, afin de satisfaire toutes les bourses, les vendeuses constituent aussi des tas que l'on achète à 1000 et 2000 FCfa. ■

LA MANGUE.



Ce fuit comestible de la zone inonde les marchés en cette période à Maroua. Le prix de l'unité varie de 50 et 500 FCfa. Le bassin de production est le département du Diamaré.■

COMMUNICATION. L'institution veut faire connaitre le travail qu'elle réalise dans la ville.

La communauté urbaine de Garoua s'offre un site internet

Une vue del'hôtel de ville.

Par Innocent Blaise Youda

«*Fondée en vers 1835 par Modibo Haman Ndjoundi, Garoua est une cité cosmopolite, capitale du septentrion camerounais elle tire son nom de «GWE-RWE» donné par les BATA premiers habitants à des arbres qui portent des fruits en forme de saucissons. Les Peulhs prononcèrent GAROUA, ce qui deviendra le nom de la ville dès sa dotation d'un statut communal. En pleine expansion, la ville offre une palette de quartiers avec une identité propre et forte aux sociologies particulières : Foulbéré, Yelwa, Souari, Nkolbivess. Cette particularité naît de l'établissement des populations sur différents sites par groupes ethniques au début des années soixante*». Voilà en quelques lignes, le récit de l'origine de la ville de Garoua. Un récit qu'on peut aisément découvrir sur le nouveau site internet de la communauté urbaine de Garoua et qui est délivré par le délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Garoua, Ahmadou Elhadji Bouba.

La mise en ligne du nouveau site de la communauté urbaine de Garoua est passée presque inaperçue. Mais depuis quelques semaines, la ville de Garoua se découvre au travers d'un site internet. Le nouvel instrument de communication de la communauté urbaine se distingue par ses pages. On peut désormais avoir l'actualité de Garoua en temps. Ce 15 mars 2018, la page d'accueil nous renseigne à suffisance sur la dernière visite du premier ministre à Garoua dans le cadre de la visite des chantiers de la Can 2019, mais on peut également avoir un portait du tout premier doyen de la Faculté de médecine et des sciences biomédicales de l'Université de Ngaoundéré à Garoua, entre autres. De manière générale, le site innove par une rubrication digeste qui permet d'avoir un aperçu général sur la ville de Garoua. On y découvre notamment le potentiel économique de la capitale régionale du Nord, l'histoire de la création de la ville et son évolution, le potentiel culturel de Garoua, les services offerts par la communauté urbaine et une présentation de la communauté urbaine.

Des propos du délégué du gouvernement, la mise en ligne de ce nouveau site répond à un souci de faire connaitre le travail réalisé par ses services. «*Conscient des challenges qui nous interpellent «Engageons-nous pour le futur», pourrai être notre leitmotiv. Le travail que nous avons commencé depuis quelques années se traduit par une transformation en profondeur de la ville. Afin mieux de répondre aux défis de notre temps, nous nous donnons les moyens de nos ambitions afin de les mettre au profit des populations et faire de Garoua une cité attachante et chaleureuse. Notre stratégie de communication répond à une problématique inhérente à toutes les structures communales : une visibilité sur le web avec des informations adéquates. Dans le but d'améliorer la qualité et l'accessibilité de nos services ce site web permet de par son ergonomie de mieux répondre aux besoins des utilisateurs*», souligne-t-il. ■

GAROUA.

Cameroon Business Today se vend bien

Lancement Cameroon business today.

Par I-B.Y

Le directeur général adjoint de la Sopecam, Peter Mabu, était à Garoua le 9 mars 2018 à l'effet de présenter officiellement le dernier né de son entreprise, Cameroon Business Today (CBT). L'hebdomadaire spécialisé dans le traitement de l'information économique était ainsi présenté pour la première fois au public de Garoua. «*Il était important que nous venions à la rencontre du public de Garoua. Voici déjà un an que Cameroon Business Today fait son bonhomme de chemin, il va passer bi-hebdomadaire dans quelques semaines, vous comprenez donc que le journal va prendre une nouvelle dimension et il était nécessaire d'intéresser un public plus large. Pour l'instant, il est très bien implanté à Douala et à Yaoundé, il faut simplement continuer à produire la meilleur information économique et nulle doute que le journal va s'imposer dans l'ensemble du pays à l'image de son ainé Cameroon Tribune*», explique Olivier Lamissa, coordonnateur de la rédaction de Cameroon business today.

La cérémonie de présentation du futur bi-hebdomadaire s'est déroulée en présence du gouverneur de la région du Nord et des autorités administratives de la ville de Garoua. Elle a servi de prétexte à la présentation de trois exposés. Le premier réalisé par la délégation régionale de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire pour le Nord portait sur «*la présentation de l'économie de la région du Nord*». Un exposé qui a permis de mettre en exergue le potentiel économique de la région et surtout de relever les difficultés économiques liées aux problèmes auxquels fait face la région. Il s'agit, entre autres, de l'insécurité et du niveau insuffisant des investissements en général. Le second exposé présenté par Eric Elouga portait sur «*la presse économique : entre nécessité et opportunité*». Le coordonnateur de la rédaction de Cameroon business today est venu enfin présenter l'intérêt du journal à travers l'exposé intitulé «*CBT : une tentative de réponse aux besoins actuels de l'information économique*». ■

Amadou Mana, coordonnateur du PADEA.

«Des forages seront construits pour 12000 personnes à Tokombéré»

Propos recueillis par Jean Areguema

Quels sont les projets que vous comptez réaliser en cette deuxième année du PADEA ?

Les projets prioritaires que nous comptons réaliser dans le compte de la deuxième année, nous avons prévu réaliser un forage à énergie solaire doté au moins de quatre bornes fontaines. Et chaque borne fontaine doit posséder au moins deux robinets. Nous allons également réaliser quatre forages à motricité humaine dans les zones difficiles d'accès et dans les zones où la demande est énorme, parce que nous avons constaté ce problème se pose avec acuité dans certaines localités de l'arrondissement de Tokombéré, en particulier dans les zones montagneuses. Nous avons discuté et retenu que nous allons réaliser des biefs et si possible des mini barrages afin de surmonter ce problème lié à l'accès à l'eau potable. Concernant l'hygiène, nous avons prévu sensibiliser au moins six mille personnes dans les ménages, dans les écoles et dans les autres lieux publics. S'agissant de l'assainissement, nous avons prévu cette année réaliser au moins deux cent latrines dans les ménages, vingt latrines dans les écoles. Avec ces réalisations, nous comptons atteindre nos objectifs en matière des services d'hygiène et d'assainissement et d'accès à l'eau potable afin que les populations de Tokombéré soient à l'abri de certaines maladies telles que le choléra. 126 millions de F sont prévus comme budget de la deuxième année de notre projet pour la construction des forages et les services d'assainissement dans l'arrondissement.

Comment comptez-vous réaliser les forages dans les zones de montagnes où la nappe phréatique est généralement faible ?

En tant que spécialiste, je puis vous dire que depuis le début de ce projet, sur les sept forages réalisés, nous n'avons rencontré qu'un forage qui était négatif. Parce que nous menons au préalable des études géophysiques qui nous donnent le niveau de nappe avant de s'impliquer. Les forages que nous réalisons dans le cadre de PADEA, les profondeurs vont de 74 à 60 m minimum. Donc, nous faisons de très bons forages. Nous prenons la peine de les réaliser en pleine saison sèche afin s'assurer que les populations n'auront pas le problème de tarissement des forages.

Vous faites également des sensibilisations contre la défécation à l'air libre. Est-ce que les habitudes des populations ont changé ?

Concernant la défécation à l'air libre, c'était un problème. Mais depuis que nous avons commencé les sensibilisations dans le cadre du projet, nous avons touché plus de 12 000 personnes. D'après les différents sondages que nous avons eus et les différentes évaluations, le comportement et les mentalités sont en train de changer. Nous nous disons que d'ici fin 2019, date de la fin du projet, toutes les populations qui ont ces mentalités pourront à adhérer. S'il y a succès à l'issue de ce projet, l'Union européenne qui est le bailleur de fonds principal, pourra venir encore en appui aux populations. Nous allons bien remplir notre cahier de charges. Et nous pourrons atteindre nos objectifs. ■

NGAOUNDÉRÉ. Le soldat de 2e classe a ôté la vie à la nommée Esther Néné le 10 février dernier.

Un militaire tue sa copine et l'enterre

La défunte. Pleine de vie.

Par Bertrand Ayissi

Des mèches, des os, des vêtements. Voilà ce qui a été sorti d'une «*tombe*» au quartier Yoko, le 15 mars dernier par les sapeurs-pompiers en compagnie des éléments de la gendarmerie et de la Semil de Ngaoundéré. Ces restes sont ceux d'Esther Néné, élève en classe de première au lycée de Djohong, dans le département du Mbéré. Sa mère inconsolable, a perdu son latin. «*Elle est venue à Ngaoundéré le 09 février dernier, venant de Djohong où elle vivait, pour acheter son gaz. Mais le 10 février, quand on l'a appelée, le téléphone ne passait plus. Le 12 février, on a commencé à recevoir des messages. Le premier disait qu'elle a été retrouvée à l'aéroport de Douala, en partance pour l'Espagne avec un Blanc. Trois jours plus tard, un autre message arrive, et dit qu'on l'a arrêtée à Casablanca au Maroc, parce que ses papiers n'étaient pas conformes. Nous avons pris les numéros qui envoyaient ces SMS à ses amis de Djohong et avons fait une réquisition pour avoir le listing des appels. Tous ces appels sortaient de Burkina à Ngaoundéré. Nous sommes dons venus à Ngaoundéré. Il y a la camarade de la défunte qui conversait toujours avec le militaire sans même le connaître. Elle est venue et on comme ce militaire au prénom de Paul se disait infirmier à la garnison militaire à Ngaoundéré, on a lancé la recherche. C'est de là qu'on apprend qu'il travaille plutôt chez les sapeurs-pompiers*», affirme Ziziwa Charles, oncle de la défunte.

Et de poursuivre : «*On a retrouvé le militaire et conduit à la Semil. Il a d'abord tout nié. Il a dit que les puces avec lesquels il communiquait avec n'étaient pas identifiées. Comme le militaire ne voulait pas dire la vérité, on l'a conduit à la brigade de recherches. Il a commencé à accepter et à rassurer qu'on va retrouver la fille deux jours plus tard. Il a promis tout faire pour faire revenir la fille. Finalement, il a avoué qu'elle est venue et a trouvé la mort parce qu'il a pratiqué l'avortement. Il l'a donc transportée dans ce champ. Il a dit n'avoir pas eu un grand moyen pour enterrer la fille et s'est débrouillé avec son couteau pour creuser un trou entre les sillons*». D'après les premiers aveux du présumé assassin, affirme une autre source, l'avortement s'est fait le 10 février. Esther Néné, de son sobriquet Fabiola Rachel, meurt vers 17 h ce même jour et il décide de la conduire à sa «*dernière demeure*» à côté du stade du quartier Yoko, vers Burkina. Le militaire dépose donc la dépouille vers 20h, et revient vers 2h du matin pour la déplacer un peu. Il revient voir le corps le lendemain et procède à l'enterrement. Mais il dit avoir eu «*des problèmes de conscience*». Esther Néné, née le 25 novembre 1976, faisait la classe de 1ere au lycée de Djohong ; elle était mariée à un adjudant de gendarmerie en service à Tignère, et mère de deux enfants. Le militaire au prénom de Paul, lui, est soldat de 2e classe de la promotion 2013. Une enquête a été ouverte, et la piste d'un crime rituel est explorée, au vu des «*incohérences*» dans les déclarations du présumé assassin. ■

NGAOUNDÉRÉ. Le contrôleur financier mis à la retraite peut continuer à exercer.

Le tribunal administratif désavoue le gouverneur

Par B.A

Au terme de l'audience de référé du 05 mars dernier, le tribunal administratif de Ngaoundéré a décidé du sursoir en exécution de la décision du gouverneur de l'Adamaoua, du 11 septembre 2017. Kildadi Taguiéké Boukar avait ainsi mis à la retraite le contrôleur financier de la communauté urbaine de Ngaoundéré, Martin Mba Forzoh. La demande de sursoit en exécution introduite par le contrôleur financier déchu a donc été jugée recevable dans la forme. Elle est justifiée. Par conséquent, il est ordonné le sursoit en exécution de la décision du gouverneur. «*L'Etat du Cameroun (Minat) est condamné aux dépens*», précise l'ordonnance du 05 mars dernier. «*La décision du tribunal administratif veut dire que le contrôleur financier peut continuer à exercer sa fonction, en attendant un examen au fond pour voir si cette décision du gouverneur est fondée ou pas*», a-t-on expliqué. La question qui se pose actuellement dans la capitale régionale de l'Adamaoua, c'est de savoir si le contrôleur financier de la Communauté urbaine de Ngaoundéré (CUN), mis à la retraite par le gouverneur, va reprendre service ou pas. Ce, dans un contexte où l'ancien ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey, a nommé le 08 février dernier, un contrôleur financier par intérim, en la personne du contrôleur financier régional de l'Adamaoua.

Mais ce n'est pas seule question qui se pose. Car après la récente célébration du 08 mars dernier, présidée par la déléguée régionale de la Promotion de la Femme et de la Famille retraitée et notifiée par son ministre le 26 février dernier, les langues se sont déliées. Madame Abdoulaï née Astabarka a tout de même présidé la cérémonie, contrairement aux autres fonctionnaires qui avaient été envoyés à la retraite, «*chassés*» par le gouverneur. L'autorité administrative a dit n'avoir pas été notifié du départ à la retraite de la déléguée, malgré l'ampliation à lui faite. ■

International Rescue Committee
Quartier Baoulwoi,
B.P : 650
Maroua
Tel : (237) 662 515 061

AVIS D'APPEL D'OFFRE Réf 001/WASH /RFP/2018
pour
Achat de biens pour constitution des kits NFI/Wash

L'International Rescue Committee IRC Cameroun en sigle, bureau de Maroua lance un avis d'Appel d'offre **pour l'achat des biens suivants pour constitution des Kits NFI:**

Désignation	Spécificités	Quantité
Nattes à coucher	De 4 places et cousues au milieu	500
Couverture Borgo	Resistance thermique Tog de 2,5 m x 2m X 1,5m	1 000
Bâches	Rouleau de dimension 4 x 5m ou 4 X 6	500
Moustiquaire imprégnées	De dimension 200 x 180 x 200 suivant la spécification de OMS N° 331/LN (Avril 2014) et indication sur l'insecticide et dosage : Permethrin 2% (P/P), la qualité de fibre polyéthylène, mono filament	1 000
Cordes en nylon	En rouleau de diamètre 0,6mm de 80 yards	143
Bidon de 20l	de couleur blanche	1 000
Pot pour enfant	Avec couvercle en vis	500
Seau avec couvercle de 20 litres	De fabrication camerounaise	500
Gobelet en plastique de 1 litre	RAS	1000
Bassine de 40 litres	En plastique	500
Bouilloires en plastique	de 3 litres avec couvercle en vis	500
Savon de ménage	Morceau de 250 g	2500

Les soumissionnaires intéressés remplissant les conditions juridiques, techniques et financières requises sont invités à concourir. Les dossiers d'appel d'offres peuvent être obtenu en contactant :

- **A Kousseri** auprès de **Joel Atangana** : Tél.667 091 444, JoelPatrice.Atangana@rescue.org
- A **Maroua** auprès de : Claudine Metang : 665 617261, Claudine.MetangPedakan@rescue.org

Les offres rédigées en langue française ou en anglaise doivent être déposées soit au bureau de IRC Maroue ou IRC Kousseri, soit envoyées électroniquement par mail à offres.irc2cm@rescue.org au plus tard le **13 avril 2018 à 16 heures 00.**

Maroua, le 15 mars 2018
P.O Directrice pays,

DÉPARTEMENT DU LOGONE ET CHARI
Salaminstitute
ATELIER DE FORMATION EN TECHNIQUES AGRICOLES
PRODUCTION DES CULTURES MARAÎCHÈRES PAR LE SYSTÈME D'IRRIGATION GOÛTTE À GOÛTTE

AU RENDEZ-VOUS : M. HISSENE HASSAN
AGROFORESTIER SPÉCIALISTE EN IRRIGATION SOUS-PRESSION
DG « AGRMENMS » YAOUNDE

DEVENEZ ENTREPRENEUR EN CULTURES MARAÎCHÈRES EN 2 MOIS

CONTACT INSCRIPTION
693 32 71 71
697 46 84 84
DU 02 AVRIL AU 02 JUIN 2018
KOUSSERI - QUARTIER HARAZAYA
Promoteur Hon. Kamssouloum Abba Kabir

NORD/EXTRÊME-NORD. C'est le montant du don Etats-Unis.

10 milliards de Fcfa pour lutter contre le paludisme

Par Innocent Blaise Youda

Des malades du paludisme.Fiévreux.

«*Le paludisme continue de sévir dans ce beau pays, surtout dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, où la courte saison de transmission et la faiblesse des infrastructures sanitaires entrainent des taux de morbidité et de mortalité nettement plus élevés que dans le reste du Cameroun*». Le constat est de l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun. Peter Barlerin s'exprimait ainsi ce mercredi 14 mars 2018 à l'esplanade de la délégation régionale de la Santé pour le Nord. «*Les enfants de moins de cinq ans sont particulièrement vulnérables au paludisme et présentent le risque le plus élevé de maladies et de décès en raison du fait que leur système immunitaire n'est pas totalement au point pour lutter contre cette maladie. En fait 60% des décès liés au paludisme au Cameroun chez les enfants de moins de cinq ans surviennent dans ces deux régions*», a poursuivi ce dernier. Pour son premier déplacement dans la région depuis son arrivée au Cameroun, le diplomate américain est venu procéder en compagnie du ministre de la Santé publique, André Mama Fouda, au lancement officiel du «*Programme de l'initiative du président des Etats-Unis contre le paludisme*». Un programme financé par le gouvernement américain. Et pour marquer tout l'intérêt de son déplacement sur Garoua, Peter Barlerin a annoncé que son pays va investir au Cameroun, dans le cadre de ce programme, une somme de 20 millions de dollars américains. Soit environ 10,7 milliards de Fcfa, pour la lutte contre le paludisme.

A sa suite, André Mama Fouda a indiqué que cet argent sera presque entièrement consacré aux régions du Nord et de l'Extrême-Nord. Il servira notamment à l'achat de moustiquaires, des tests de diagnostic et de médicaments pour la prévention et le traitement du paludisme, mais également, à la formation et la supervision des agents de santé. Selon les statistiques du ministère de la Santé en 2017, le paludisme représentait 24% des consultations dont 32% chez les enfants de moins de cinq ans. Pour ce qui est des décès, la maladie a été responsable du décès de 13% des décès survenus dans les formations hospitalières, dont 27% chez les enfants de moins de cinq ans. Toujours pour ce qui en est des décès, on enregistre un taux de 24% et 25% respectivement dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord. Ce qui fait d'elles les régions les plus touchées. Pour le délégué régional de la Santé publique dans la région du Nord, les décès liés au paludisme dans la région sont passés de 592 en 2016 à 539 en 2017. Une légère baisse observée en raison d'un déploiement particulier de son personnel.

Le Cameroun fait ainsi partie des 10 pays les plus touchés par le paludisme et la maladie est à l'origine de 3% de la mortalité globale. En 2016, ce sont 445 000 cas de paludisme qui ont été enregistrés dans notre pays. Lancée en 2005 par le président américain George W. Bush, le «*Programme de l'initiative du président des Etats-Unis contre le paludisme*» a pour objectif de contribuer à la réduction du paludisme, afin de promouvoir le développement des pays africains. Au départ, le programme prévoyait de réduire de 50%, la mortalité liée au paludisme dans 15 pays africains en augmentant la couverture de la prévention et du traitement du paludisme notamment chez les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Depuis 2011, le Cameroun et quatre autres pays ont été retenus pour bénéficiers du programme. ■

HÔPITAL RÉGIONAL DE MAROUA. André Mama Fouda a prescrit l'accélération de ceux-ci.

Les travaux de construction accusent un énorme retard

Le Minsanté. En visite de chantier.

Par Vladimir Martin

Les travaux de construction de l'hôpital régional à vocation ophtalmologique de Maroua accusent un énorme retard accusé par l'entreprise chargée des travaux. C'est le constat que l'équipe conduite par le ministre de la santé publique, André Mama Fouda, a fait le 12 mars 2018 à Maroua, à la suite de sa descente sur le terrain. Le constat fait état de ce que cet édifice hospitalier tant attendu par les populations de l'Extrême-Nord est à peine en phase de sortie de terre. Initialement prévu pour être livré en septembre 2018, c'est probablement en mars 2019 qu'il pourrait plutôt être livré. C'est en fait ce qui ressort de la visite du ministre Mama Fouda sur les lieux. Selon son architecture, l'hôpital tant espéré sera divisé en deux principales zones avec une morgue. Les espaces qui ont été présentés au ministre de la Santé qu'accompagnaient pour la circonstance le gouverneur de la région, Midjiyawa Bakari, la déléguée régionale de la santé publique, Dr Fanne Mahamat entre autres, présentaient un visage des plus surprenants. «*Il y a une dizaine de mois que nous avons été ici, pour lancer officiellement le chantier du centre hospitalier de Maroua. C'était malheureusement à la veille de l'arrivée des pluies et la nature du sol qui est constituée de près de trois mètres de karal n'a pas permis que le chantier démarre à bonne date. Nous arrivons aujourd'hui et nous constatons que l'emprise qui est presque sur 10 000 m2 a été sécurisée puisque le karal a été substitué avec du bon sol et ça a permis qu'on sorte les fondations. Je crois donc que le plus difficile est derrière, les bâtiments vont pouvoir monter dans des bonnes conditions de sécurité*», a expliqué André Mama Fouda.

Pour Altrances, le retard est dû aux difficultés d'approvisionnement des matériaux. Le gravier par exemple, semble être un véritable casse-tête en ce qui concerne son approvisionnement de Figuil vers Maroua. Quant au bois, il vient de la région de l'Est et son acheminement vers Maroua s'avère difficile, compte tenu de l'état de la voirie. Côté délégation régionale de la Santé, le Dr Fanne Mahamat dit avoir constaté le désordre qui se faisait ressentir au niveau du personnel exerçant sur le chantier. «*Je constate juste qu'il y a un manque de personnel et cela ralentis naturellement les travaux*», a souligné cette dernière. Le ministre a en cela ouvert un recrutement immédiat de travailleurs supplémentaire pour compléter l'effectif sur le chantier évalué à 120 individus. Il devra ainsi dans les prochains jours, être estimé à plus de 200 ouvriers. «*En ce qui concerne la préservation des fondations, nous sommes en retard et nous devons reconnaitre que le calendrier a légèrement glissé. J'ai également recommandé à l'entreprise de pouvoir recruter du personnel pour travailler jusqu'à tard dans la nuit. Avec cette température qui atteins les 45 – 50 degré, on ne peut pas couler du béton dans des bonnes conditions*».

RECOMMANDATIONS

Autres recommandations faites aux concessionnaires par le ministre de la santé sont relatifs à la gestion du flux de circulation dans le chantier. Notamment en ce qui concerne les voies d'accès au chantier. «*Il faut travailler dur avant l'arrivée des prochaines pluies, parce qu'il importe que la voirie puisse déjà être terrassée pour qu'on ait des couches de fondations et qu'on puisse accéder sur le site de cet hôpital mais qu'également, on puisse rapidement atteindre le niveau de planché et pourquoi pas la couverture pour que les ouvriers puissent travailler, en tout temps*», a prescrit Mama Fouda. En outre, pour ce qui est du planning des travaux, la délégation du ministre a demandé la construction de la clôture du site et des VRD comme prioritaire. Le problème de graviers devrait également être réglé dans les prochains jours. «*C'est un ouvrage important, difficile et nous devons convenir qu'il vaut mieux prendre un peu de retard, mais être sûr qu'on aura un ouvrage de qualité*», plaide le Minsanté. Et de poursuivre que : «*C'est un hôpital moderne que le président de la République construit ici, nous voulons qu'à la fin nous ayons un produit de qualité. Donc je suis satisfait*».

FINANCEMENT

Ce volet de ce projet ne connait pas de désagréments. «*Le financement est disponible, en ce qui concerne le plan d'urgence volet santé. Donc le problème d'argent ne se pose pas. Il faut malheureusement produire du travail pour être payé*», rassure André Mama Fouda. De quoi mettre fin aux rumeurs selon lesquelles le financement de l'hôpital régional à vocation ophtalmologique de Maroua serait en mal d'approvisionnement. C'est un hôpital d'une capacité d'accueil de 112 lits. Il est également prévu un plateau technique avec des appareils de pointe de dernière technologie, qui manquent tant aux formations hospitalières camerounaises. L'on y retrouvera entre autres, la cellule de stockage des déchets, le foyer de garde, le bloc opératoire, le centre obstétrique néonatale, l'imagerie médicale, l'unité de soins intensifs, la pharmacie, le laboratoire. La banque de sang, le centre biomédical, le service pédiatrique, le service d'hospitalisation mère et le service d'hospitalisation chirurgical ne sont pas en reste. ■

L'OEIL DU SAHEL
N°1049 du vendredi 16 mars 2018

Josué Oyane Nsola, responsable chargé du suivi des programmes C2D au STADE – C2D.

«Le C2D dans la région de l'Extrême-Nord donne satisfaction»

Entretien mené par Vladimir Martin

Quel bilan faites-vous des 10 ans d'activité du Contrat Développement et Désendettement (C2D) dans la région de l'Extrême-Nord ?

Merci de me donner l'occasion de dire un mot sur les réalisations du C2D dans la région de l'Extrême-Nord. A l'image de ce qui se passe sur l'ensemble du territoire, le C2D dans la région de l'Extrême-Nord donne satisfaction en ce sens que presque tous les secteurs sont touchés par les financements C2D. Le secteur rural, bien que la zone soit plus adaptée aux activités agro-pastorales avec les problèmes de fertilité de sol qui à mon avis me paraissent comme le problème prioritaire et fondamental de la zone, répond positivement aux attentes. Egalement toutes les autres phases du projet et notamment le renforcement des capacités au niveau des communes sont satisfaisantes. Vous savez çà a été un très grand défi. A l'époque les communes étaient un peu gérées comme des structures à part entière. Aujourd'hui leur mode de gestion a été complètement amélioré grâce aux interventions du C2D, c'est une grande satisfaction.

Quel est l'état d'avancement des projets que vous avez accompagnés durant la décennie ?

Je dirais de l'état d'avancement qu'il est également bon. Je le disais tout à l'heure, la zone est menacée en matière de fertilité des sols. Le programme AGIRAP vient compléter et poursuivre l'action d'ESA 2 pour résoudre le problème des fertilités des sols. Les résultats sont aujourd'hui perceptibles sur le terrain. Un programme comme le programme «Chèque santé» au niveau du secteur social est venu complètement révolutionner la pratique de suivi des femmes enceintes au niveau de l'Extrême-Nord voire au niveau du septentrion. Donc nous sommes satisfaits des résultats atteints. Je peux en cela relever l'aspect fidélisation du personnel. Dans une zone d'insécurité comme celle-ci on a pu constater, dans le secteur santé et éducation, on a pu garder en poste le personnel sur financement C2D et ce sont là des choses importantes qu'il faut féliciter.

Parlant du projet «Chèque santé», il y'a des localités où des femmes continuent à perdre la vie en donnant la vie, c'est le cas dans la localité de Vélé dans le Mayo-Danay par exemple. Quelle est la solution que vous avez mis sur pieds pour remédier à cette situation tragique ?

Il n'y a pas de solution miracle, la solution ce que le processus s'étende dans toute la région. On a un commencement en toute chose, on a commencé certes dans les villes mais on va étendre le processus au niveau des villages et des formations sanitaires reculées. L'autre problème c'est celui des mentalités et d'éducation, vous voyez même dans les zones où il y a le chèque santé il y a des femmes qui continuent à éviter le système et qui préfèrent aller accoucher au quartier. Donc il faut éduquer et étendre le processus à toutes les formations sanitaires. C'est ce que nous envisageons de faire.

Etes-vous satisfait des avancées de ces dernières années ?

Très satisfait. Je crois que dans le volet santé s'il y a un volet qui marche très bien c'est le volet cheque santé. Mais malheureusement il coûte cher, il va falloir le remobiliser. Que l'Etat fasse un effort supplémentaire parce que le programme C2D s'étend sur une période et puis après il va falloir que l'Etat mette sur pied un processus de pérennisation dans cette opération.

Les bailleurs de fonds, sont–ils aussi satisfaits que vous ?

De plus en plus. De plus en plus ils adhèrent à la logique. Ils adhèrent parce qu'ils voient les résultats et plus d'un ont émis le souhait de nous accompagner au-delà des partenaires présents nous pourrons avoir d'autres organisations du système des Nations Unies qui veulent s'impliquer. Qui veulent entrer dans cette voie qui veut qu'on renforce les moyens pour pérenniser les programmes.

Il est quand même un fait indéniable, lorsqu'on se rend dans les zones rurales, très peu de personnes sont informées de vos activités...

C'est ce que je vous disais, c'est un problème d'information. L'Etat du Cameroun adhère par ses informations dans le cadre de la politique publique volet santé. L'Etat prend ce projet comme l'un des axes de sa politique publique et tout ceci se déploie sur le terrain, il y a cet aspect sensibilisation, cet aspect éducation comme je l'ai dit tout à l'heure. Et puis il y'a l'aspect moyen parce que c'est un système lourd et qui pèse. Vous vous imaginez une femme qu'on prend en charge à 6000 francs avec tout ce que ça comporte comme intrant, comme service et tout cela, c'est au-delà de 60, 70 000 franc le coup, mais l'Etat le supporte. Vous voyez qu'il va falloir faire recours à des moyens de financement hautement important et supplémentaire.

Parlant du projet cheque santé, quelle sont les statistiques que vous pouvez donner à l'opinion nationale ?

Au plan national nous sommes dans les 58000 voire 60 000 chèques achetés déjà par les femmes. Toutefois il y a une tendance à l'augmentation pour les cas de prestations relevant de cet aspect-là.

Quels sont les autres projets majeurs que le C2D accompagne à l'Extrême-Nord ?

Le plus important à mes yeux c'est le Programme national de développements participatif, le PNDP. Presque tout le monde ignore que c'est le C2D qui est derrière. Toutes les communes sont pratiquement couvertes par le PNDP mais personne ne sait que c'est le C2D qui le finance. Il y a un tout autre aspect, le programme ACEGIRA pour les problèmes de sol, climat et autre qui est vraiment très important au niveau de la région. Il n'a pas un grand financement mais il est très porteur dans le septentrion. Il reste maintenant les autres. Vous avez vu les projets de recherche, de transformation des produits, vous avez vu le secteur

rural qu'on a tendance à marginaliser. Mais je vous dis, ACEFA est pratiquement partout maintenant, et ACEFA n'est venu dans le programme C2D qu'au cours de la 2e génération des programmes. Au cours de la 1ere ACEFA n'y était pas et vous avez vu l'impact. Donc pour dire, et je ne parle pas que de santé, vous voyez l'importance que révèle les programmes de réhabilitation des centres de formations hospitaliers que nous sommes en train d'entreprendre presque partout. Le programme éducation qui à mit longtemps à partir de la construction des salles de classes. Vous verrez tout autour des chantiers, c'est dire que la région est tout à fait couverte et acquise au programme C2D.

Quels sont les mécanismes que le C2D met en place pour essayer de diminuer le taux d'analphabétisme très faible dans cette partie du pays ?

Je vais dire que le C2D n'applique pas de politique d'éducation. Nous accompagnons l'Etat dans sa politique. Et un des volets d'accompagnement c'est justement l'approvisionnement en salles de classes qui était en manque et puis leurs équipements. Bon maintenant, pour ce qui est du système de l'éducation, c'est la charge des ministères c'est leur cheval de batail. Mais je crois que la sensibilisation reste encore l'affaire de tous pour faire comprendre qu'elle vaut tout aussi bien que l'action.

Au niveau des collectivités décentralisées, notamment les communes d'arrondissements et la communauté urbaine, quels types d'accompagnement leurs apportez-vous ?

Vous avez raison, et je vous le disais tantôt que l'un des programmes importants dans les communes c'est le PNDP. Et lorsque vous faites le rapprochement PNDP commune vous vous rendez compte que nous avons atteint la cible parce que nous sommes dans pratiquement toutes les communes. Maintenant l'autre aspect c'est que le C2D a un programme phare qu'on appelle le «Capital régional». Au jour d'aujourd'hui il a bénéficié du capital régional de Douala dans un premier temps, dans le cadre du C2D 1. Et puis Bafoussam, Garoua et Bertoua ont bénéficié de la 2e génération. Maintenant le 3e C2D qui vient d'être signé a dans son pipe la communauté urbaine de Maroua. Donc vous voyez que les problèmes de voiries urbaines, les problèmes d'infrastructures de base vont être couverts à partir de cela. C'est dire que les collectivités décentralisées sont prises en compte par le programme.

Quels sont les statistiques des projets que le PNDP a accompagnés au niveau des collectivités ?

Entre autres intervention du C2D-PNDP au niveau de la région il y'a les constructions des structures sociales, des centres de santé, des écoles. Il y a, ce qui me parait rénovateur, l'aspect accompagnement des communes dans leurs politiques. Elles ont des programmes qu'elles appellent les plans de développements communaux c'est-à-dire que les communes ne travaillent plus maintenant à vue, elles ont un plan de base qu'elles suivent et c'est le PNDP qui les accompagne. Le PNDP met dans les communes les mécanismes de suivis et de comptabilité pour pallier aux problèmes de gestion qui ont souvent fait jours à chaque fois. C'est déjà quelque chose de suffisamment fort au niveau de nos collectivités de base de la région. Il y'a d'autre choses, notamment un vaste programme Himo que le PNDP a engagé et qui permet d'encadrer les jeunes désœuvrés dans les travaux de développement au niveau de la région. Il y a beaucoup d'autres projets que le PNDP mène avec les communes qui sont fondamentaux au niveau de la région.

Les collectivités territoriales ne répondent pas à vos attentes de la même manière. Qui sont les bons et les mauvais élèves ?

Bien sûr !!! Comme partout, il y'en a qui se croient autosuffisantes. Mais la tendance depuis un certain temps fait en sorte que tout le monde se dirige inévitablement vers le conseil PNDP.

Quelles sont les conditions qu'une commune doit remplir pour bénéficier pleinement d'un accompagnement C2D ?

Toutes les communes sont éligibles, mais il reste des principes à observer qui sont disponibles aux PNDP.

Hormis les communes est-ce que d'autres organisations peuvent bénéficier des accompagnements C2D ? Des organisations paysannes par exemple ?

Bien évidemment, vous avez tout à l'heure vu que le programme accompagne les jeunes. Il dépasse le cadre associatif pour atteindre le cadre individuel. Des jeunes qui ont juste le CEPE en sont des bénéficiaires. Les GIC sont des cibles d'ACEFA qui les accompagne et les conseille dans les projets d'investissements qu'ils veulent bien monter.

Y'a-t-il des projets jeunes que vous avez accompagnés qui vous ont spécifiquement marqués ?

Oui ! Pour les projets jeunes c'est peut-être difficile de les montrer du doigt, mais il y'en a. nous avons accompagné des jeunes qui sont partis de rien et qui ont aujourd'hui réussi. Des jeunes qui au départ avaient un ou deux têtes de bétail qui aujourd'hui se retrouvent entrain de gérer une dizaine voire une quinzaine de tête. Dans la zone de Kaélé, il y a une dame qui est parti d'un demi hectare de laboure aujourd'hui elle en est à quatre, cinq hectares avec du bétail à côté. Il y a tant de belles expériences comme çà que nous avons eu à vivre et qui font notre motivation. C'est extraordinaire, c'est vraiment ce que nous recherchons. Des héros du désespoir et qui se retrouvent en train d'être leaders et servir d'exemple aux jeunes qui arrivent.

En dehors du projet chèque santé avez-vous une attention particulière pour les femmes ?

Déjà pour diluer les inégalités, nous ne faisons rien de spécifique à qui que ce soit. Tout le monde a accès au crédit au niveau du programme. Et surtout les groupements, or la notion de groupement est quasiment féminine, ce sont les femmes qui l'appliquent mieux que les hommes. Ce sont elles qui bénéficient le plus des financements ACEFA et AFOP. Maintenant, on ne peut pas mettre Chèque santé de côté. Voilà qui est spécifique aux femmes. Les hommes ne sont pas éligibles. C'est pour dire que le C2D n'a pas fermé les vannes aux femmes.

Allez-vous étendre «chèque santé» à l'ensemble de l'Extrême-Nord?

C'est notre objectif de l'étendre dans toute la région, dans toutes les structures sanitaires...

Dans quel délai ?

Ça dépendra des moyens que l'Etat va mettre. Mais je crois que c'est en cours. L'Extrême Nord est bien vaste. Mais je crois que l'opération est en train de mordre. Il faut toutefois des pré-requis : que les structures soient prêtes à l'accueillir et à le gérer. On ne saurait installer dans une structure où on n'est pas sûr que les produits vont arriver et où il n'existe pas le personnel compétent pour encadrer cette opération. Ça c'est l'objectif, maintenant les moyens qu'il faut mettre ensemble c'est au ministère de la santé de le faire. ■

AFFAIRE NDEMA HASSAN. Il est poursuivi pour complicité d'actes de terrorismes.

Accusé d'être le coursier de Boko Haram

Par Florette Manedong

Ndema Hassan est un jeune homme originaire de l'Extrême-Nord. Le 05 mars dernier, le trentenaire était devant la barre des accusés, devant la juridiction du tribunal militaire de Yaoundé. Le jeune réparateur de motos, basé à Faldaré, près de Pette dans l'Extrême-Nord du Cameroun, est poursuivi pour complicité d'actes de terrorisme. A l'ouverture de l'audience ce jour-là, son affaire est la 4ème au rôle. Lorsqu'elle est appelée, l'accusé se présente à la barre. Il lui est demandé en quelle langue il s'exprime. Il reste perplexe. Alors la présidente de la collégialité poursuit «*la dernière fois vous parliez Kanuri ou fulfulde c'est ça ?*» à l'écoute de ces 2 termes, le prévenu hoche la tête et l'interprète est alors appelé.

Madame le commissaire du gouvernement est alors invitée à présenter les faits. Selon cette dernière, ceux-ci se déroulent en 2015 à Faldaré près de Pette, dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Au moment de son interpellation, le jeune Hassan est retrouvé porteur d'une importante somme d'argent, soit 1 500 euros et 650 000 Fcfa. Au cours de son audition,

Des BH. Dangereux.

poursuit le commissaire du gouvernement, le jeune homme a reconnu que, ces sommes lui permettaient d'effectuer certaines courses pour Boko Haram. Réparateur de motos de profession, il était également, à en croire le ministère public, chargé de réparer celles de Boko Haram et, les acheminaient en même temps que les denrées alimentaires et tout ce qui était demandé vers ceux-ci.

Pour l'aider dans cette entreprise, poursuit le commissaire du gouvernement dans son récit, il avait recruté Mohamadou Moustapha, ex co-accusé qui en sa qualité de mineur, a été renvoyé auprès du procureur de Maroua pour y être jugé. Le jeune avait alors déclaré qu'il avait l'habitude d'accompagner son chef (Hassan) pour des livraisons, avant de le ramener à leur base. Que précisément, lorsque cela arrivait, lui Moustapha restait en retrait sur la chaussée et que son chef s'introduisait dans la brousse et ressortait à pied, démuni de tous les colis qu'il transportait à l'entrée.

Ces faits, conclut la représentante du parquet sont donc constitutifs d'actes de terrorisme, prévus et réprimés par les articles 74 et 97 du code pénal entre autres. A la suite de son exposé des faits, elle ajoute qu'elle présente comme preuve dans ce dossier, le PV d'audition de l'accusé daté du 30 septembre 2016 du service central de la recherche judiciaire et invite le prévenu à présenter ses moyens de défense. Ce à quoi son avocat a renchéri en précisant que, sur l'élément de preuve produit, il se pose un problème de forme. «*Le procès-verbal a été produit en l'absence d'un interprète. Comment cela s'est-il donc fait pour mon client qui ne s'exprime qu'en Kanuri ou en fulfulde ? le PV est pourtant en français et aucun interprète n'était là ce jour-là pour traduire ce que pouvait rapporter mon client*», s'insurge Me Emmanuel Simh.

Et de conclure que dans ces conditions, «*il convient de rejeter ce PV qui ne peut nullement servir d'élément à charge contre le prévenu qui ne s'exprime pas dans une langue étrangère*». C'est sur ces entrefaites que l'affaire a été renvoyée au 02 avril 2018 pour examen de la pièce principale du ministère public. ■

CATASTROPHE D'ESÉKA. Selon l'entreprise, celle-ci vise à déterminer les causes exactes de la survitesse du train.

Camrail réclame au tribunal une expertise internationale

Des épaves de train.

Par Yvonne Salamatou

Le procès relatif à la catastrophe ferroviaire survenue le 21 octobre 2016 à Eséka, dans la région du Centre, a connu un développement important au cours de l'audience correctionnelle du 14 mars 2018, devant le tribunal de première instance d'Eséka ; avec l'ouverture des auditions des prévenus. Premier à être auditionné, l'actuel directeur général (Dg) de Camrail, Jean Pierre Morel, qui s'est exprimé en présence de son prédécesseur, Didier Vandenbon, Dg de Camrail au moment de l'accident.

Selon Jean Pierre Morel, l'entreprise ferroviaire a, elle-même, après l'accident ferroviaire d'Eséka, mis en place une commission d'enquête pour analyser ce qui avait pu conduire à cette catastrophe. A l'en croire, les experts commis à cette tâche ont conclu que la survitesse du train, à partir d'un point du parcours, est à l'origine de cet accident, sans pour autant qu'on puisse expliquer les raisons pour lesquelles le train a subitement pris une vitesse anormale. Dans cette optique, a fait savoir Jean Pierre Morel, le transporteur ferroviaire souligne la nécessité d'une expertise internationale indépendante, qui permettrait de mieux comprendre comment ce drame est arrivé, alors même qu'aucune anomalie n'a été détectée dans la circulation de ce train depuis son départ de Yaoundé.

Au sujet des wagons ayant été impliqués dans la catastrophe ferroviaire du 21 octobre 2016 à Eséka, l'actuel Dg de Camrail a rappelé qu'ils ont été acquis au terme d'un appel d'offres international lancé en 2010 par l'Etat du Cameroun, «*à qui incombe par ailleurs les investissements de renouvellement du matériel roulant dont il est le propriétaire*» ; conformément à la convention de concession du chemin de fer, qui lie Camrail et l'Etat du Cameroun. Jean Pierre Morel a, par ailleurs, souligné que la fabrication des 40 voitures voyageurs acquises en 2014 avait été confiée à la société chinoise CSR Nanjing, devenue premier constructeur mondial. Le Dg de Camrail a, en outre, fait savoir que les essais techniques conformes aux normes et recommandations en vigueur dans le secteur ferroviaire mondial, effectués avant la mise en exploitation de ces équipements, ont tous été déclarés concluants.

Embrayant sur la question de la sécurité à Camrail, Jean Pierre Morel a souligné que l'application des procédures et règlements, qui avaient déjà court avant la mise en concession du chemin de fer camerounais, est une réalité. Et que, fort de ce que la sécurité est une préoccupation de tous les instants au sein de l'entreprise, les exigences sécuritaires de l'époque de la Régifercam ont non seulement été respectées, mais que Camrail les a renforcées, en s'appuyant sur l'expérience du groupe Bolloré en matière de gestion et d'exploitation des réseaux ferroviaires en Afrique (Côte d'Ivoire, Niger, Bénin et Burkina Faso).

Après l'actuel Dg, selon nos sources, le tribunal écoutera, au cours des prochaines audiences, Didier Vandenbon, Dg de Camrail au moment des faits, ainsi que le conducteur du train au centre de la catastrophe ferroviaire d'Eséka, qui avait officiellement fait 79 morts et environ 600 blessés. Une enquête prescrite et diligentée par les pouvoirs publics, à la suite de cet accident, a «*établi les responsabilités à titre principal du transporteur*», selon un communiqué publié le 23 mai 2017 par la présidence de la République. ■

AFFAIRE DES RECETTES ROUTIÈRES.

Le deuxième témoin de l'accusation à la barre

Par Florette Manedong

Après Amadou Gisréel, premier témoin de l'accusation, c'est au tour du sieur Thomas Amougou de faire son témoignage. Le deuxième témoin de l'accusation est ainsi auditionné depuis maintenant 2 audiences. Ce dernier n'est autre qu'un membre de la cellule de protection du patrimoine routier, qui était également membre de la mission de contrôle qui avait séjournée à la station de pesage de Nomayos, Nkankanzock, Ngombe et Bekoko, et avait aboutie à l'arrestation définitive des 09 personnes jugées dans le cadre de cette affaire. Lesdites personnes ont été arrêtées et inculpées de détournements de biens publics, à l'issue d'une mission de contrôle effectuée dans les localités suscitées du 23 mai au 16 juin 2016.

Thomas Amougou, est ainsi un témoin à charge dans cette affaire. Au cours de l'audience du 09 mars dernier, il a été appelé à poursuivre son témoignage. La Cross-examination cette fois, a été menée par l'un des accusés Amadou Yanoussa, et son conseil maître Elouga, nouveau dans le dossier. C'est que, à la suite de la nomination de Me Clément Atangana à la tête du conseil constitutionnel, il a fallu que l'ancien coordonnateur du programme de sécurisation des recettes routières (Psrr) se trouve un nouvel avocat.

C'était donc la première audience du nouvel arrivant Me Elouga, qui on le sentait bien à l'audience, ne maîtrisait pas encore parfaitement tous les contours de cette affaire.

Il a néanmoins procédé à la Cross-examination et outre la dizaine de questions qu'il a posées, la principale demeurait celle de savoir si le témoin pouvait confirmer l'affirmation faite à l'information judiciaire, à savoir : «que Amadou Yanoussa n'était pas complice dans cette affaire». Une confirmation qui malheureusement, ne s'est pas faite de façon conventionnelle : le témoin a simplement lancé qu'il s'en tenait «*à ce qui a été dit dans le rapport*». Au terme de cette Cross-examination, l'audience a été suspendue pour être reprise le 09 avril 2018 pour la suite de la Cross et la re examination.

Les 09 accusés avaient été arrêtés à l'issue d'un contrôle initié à la suite de présentation de listing de versement de fonds issues de pesage sur différents axes routiers, qu'une précédente mission de contrôle avait déjà trouvé non conforme, suite à des passations de service des régisseurs affectés auxdits postes. Il a donc été constaté, à l'issue de ladite mission, le détournement de la somme de 749 904 241millions de Fcfa, imputable aux concernés. ■

L'OEIL DU SAHEL
N°1049 du vendredi 16 mars 2018

YAOUNDÉ. Certaines œuvres datent de l'époque de la pierre taillée.

Les trésors du Grand-Nord exposés au musée national

Par Yvonne Salamatou

Il y en a près de 50. Ces trésors venus du Grand-Nord pour enrichir et embellir le Musée national, à Yaoundé. Disposées dans différentes salles, ces œuvres sont rangées et serties par des cadres en verres. Pour les reconnaitre, il suffit se rapprocher et de lire les écriteaux qui retracent brièvement la genèse de chaque œuvre. «*Chacune d'elle étant unique*», souligne l'un des guides, qui baladent les visiteurs de ce 14 mars, entre les immenses salles du musée. «*Ici, c'est l'une des salles des instruments de musique. Les œuvres qui sont ici sont uniquement des cordophones*», présente le guide. Et sur un côté du mur, on aperçoit une sorte de guitare en forme d'arc, faite de peau de chèvre et du bois de la savane. «*C'est le Ganzawal. Il vient de l'Extrême-Nord*», affirme-t-il, en se rendant dans une autre salle.

Une vue du Musée national.

Tout aussi remplie d'instruments musicaux, cette salle est dédiée aux aérophones. La plupart sont des flûtes. Et les trois quarts proviennent de l'Extrême-Nord. Des cadres vitrées où elles sont gardées, on découvre des Treumeus faites de cornes d'antilope, des Zerekeu ou sifflets, le Matakam (flûte des peuples venant des Monts Mandaras), le Tchidal (flûte fabriquée par le cuivre, la peau de gazelle, de cauris, du fer et du jujubier) et l'Algaita, qui est aussi un autre type de flûte. Près de la «*salle aux sons aigus*», se trouve la pièce des tambours. Il y en a dizaine. D'après les papillons qui informent sur l'histoire de chaque œuvre, les visiteurs découvrent que ces instruments musicaux viennent de trois régions du Cameroun. L'Ouest, le Centre et l'Extrême-Nord. Parmi ceux qui viennent de l'Extrême-Nord, il y a les tambours Ganga, Miziri, Badak et le Kalangou.

Après cette balade dans l'univers musical, les visiteurs vont à la rencontre du polyptyque. Là, ils revisitent l'odyssée de Savorgna de Brazza. Racontée en peinture par les étudiants de l'école des Arts de Poto poto, le séjour de l'explorateur en terre africaine brille de mille feux. Car les fresques usitées par les peintres forment une explosion d'arc-en-ciel, en 12 toiles. Empruntée «*au Cameroun, cette œuvre particulière appartient au Congo*», informe le guide. Plus loin, dans un autre pan du musée, c'est un nouveau décor. Différent des autres, celui-ci présente les différentes architectures en miniatures du Cameroun. Ici, toutes les régions du Cameroun sont représentées. Chacune avec sa spécificité. Pour les peuples du Grand-Nord par exemple, quelques cases Mundang, Mafa, Borgo, Mboum, Peulhes et Mousgoums sont symbolisées. Comme à l'époque précoloniale, certaines de ces cases sont encore visibles dans le Septentrion. C'est d'ailleurs le cas dans l'Adamaoua.

A Ngan-Ha, petit arrondissement du département de la Vina, les autorités traditionnelles par le biais du conservateur du musée de cette localité, ont offert une collection impressionnante des coiffes arborées par les membres de la chefferie Mboum. Perlées de cauris, sous plusieurs formes, chacune de ces coiffes était portée par un membre de la cour. La coiffe du chef, ou «*Belaka*», en langue Mboum, a entre autre signes distinctifs, deux petites cornes sur le font de la coiffe. Et près d'elle, se trouvent les coiffes du Premier ministre (Lagdo) et du ministre de la Justice (Gagado). Les coiffes des autres notables ayant rang de ministres, sont disposées derrière la coiffe du Belaka. Pour terminer la visite, la troupe fait un tour dans deux salles. La première, c'est la salle à «*calebasses*». Il y en a une vingtaine dont le Toumoudé, le Tehal, le Toumoudé Yadoundé, le Younkou. Dans la deuxième salle, consacrée à l'archéologie, le Septentrion occupe près 90% de l'espace. Ici, le Grand-Nord modernise l'histoire, en présentant les galets aménagés, le Sokorta Manga, de la pierre taillée. Le Sokorta en forme de hache de la pierre polie, et datant du 10ème siècle après Jésus. ■

Abba Mbang Oumar, sultan de Pouss.
«Les balafres évitaient d'être vendu comme esclave»

Propos recueillis par Fadel Mohamed

Dans certaines tribus du Grand-Nord, comme les Mousgoums, les habitants portent des balafres sur leur visage. Quelle est la symbolique de ces marques ?

Il y a très longtemps, quand il y avait encore l'esclavage, des chefs de villages avaient demandé que les gens soient balafrés. C'était une manière pour eux d'éviter que les habitants soient achetés. Et quand les gens qui achetaient les esclaves arrivaient dans les villages, ils ne choisissaient pas les personnes qui étaient recouvertes de balafres. Ils les considéraient comme étant laides, des parias, des personnes sales. Or, eux ils cherchaient des personnes avec de beaux visages, sans signes distinctifs. Mais au fil du temps, la symbolique des balafres a changé. D'insignes laids, les balafres sont devenues un signe de beauté pour les femmes, de courage, de virilité et de force pour les hommes.

Dans quelles conditions étaient faits ces dessins ?

Les balafres étaient faites de manière traditionnelle. Avec des lames rasoirs, des canifs, des scalpels. C'était fait à vif comme le font les exciseuses. C'était très douloureux. Une fois l'insigne faite, on composait une sorte de potion, ou un assemblage d'herbes, qui faisaient office d'antibiotiques, qu'on apposait sur les entailles. La cicatrisation pouvait mettre trois semaines à trois mois, en fonction de l'épaisseur de la blessure. Les blessures légères étaient faites aux femmes. Et les grandes, aux hommes ou aux garçons. Car l'âge requis pour faire les balafres était de sept ans, en montant. Filles et garçons confondus. Les balafres étaient faites du front au menton. Avant et pendant la traite des esclaves, beaucoup de personnes ont perdu la vie à cause des maladies qu'elles ont contractées pendant le processus. Des gens ont été infectés par le tétanos. Et ils sont morts. Car à l'époque, on ne stérilisait pas les outils avec lesquels on faisait ces entailles. Et cela a causé beaucoup de morts.

Avec la modernité, cette tradition tend à disparaître et on considère de barbares, ceux qui la pratiquent encore...

Effectivement je suis de cet avis. La pratique des balafres a disparu. Du moins à ma connaissance. On n'en fait plus depuis les années 60 je crois. Il fut une période où tous les Mousgoums nés avant 1960 portaient les balafres. Ce n'est pas le cas de la jeune génération. Les balafres ont servi à enlaidir les gens. Elles ont aussi permis que des femmes ne soient pas vendues, et pas seulement. Mais heureusement, c'est pratique qui a disparu. On ne peut plus les faire. ■

ROMAN.

Emmanuel Mayo dévoile "La chose qui mangeait les sorciers"

Par Innocent Blaise Youda

«*Kèlbè est un bois sinistre. La forêt, qui s'appuie sur deux collines comme une chauve-souris géante, déploie sa paire d'ailes fantomatiques et guette, immobile, une proie condamnée par l'implacable fatalité. Chouettes, hiboux et autres hideuses créatures nocturnes au plumage ébouriffé pendent aux branches des arbres gigantesques tels des fruits hétéroclites. .... la nouvelle de l'évacuation de ce village violenté et saccagé atteindrait bientôt tous les recoins de la région, et tous les hommes et femmes des villages environnants apporteraient à ceux de kèlbè aide matérielle et réconfort. Mais pourront-ils savoir ce qui les aura décidés de quitter leur terre désormais maudite, pour recommencer ailleurs une nouvelle vie ? Personne longtemps, pendant très longtemps, personne ne plantera ici quelque pieu pour ériger une demeure, pensa Yi'Mbog, avec beaucoup d'amertume et de nostalgie dans l'âme.*» Voilà quelques extraits du début et de la fin de l'ouvrage que vient de commettre Emmanuel Mayo aux éditions "Le livre actualité" en France sous le titre «*La chose qui mangeait les sorciers*». Le roman est en fait des tranches de vie dans les contrées au cœur de l'Afrique ancienne. Un récit qui laisse transparaitre des histoires d'infidélité conjugale, crime passionnel, possession et envoûtement. Des histoires ou vengeance, manipulation, intrigues et sorcellerie s'entremêlent. Mais au-delà de ces tares que ces sociétés nous montrent, on découvre également des histoires des chasseurs valeureux, des danses initiatiques, des gardiens de la tradition qui font feu de tout bois pour promouvoir les valeurs traditionnelles et ancestrales. Une histoire qui se raconte au travers des treize chapitres du roman avec une quartenaire de personnages mis en exergue. L'ouvrage se distingue aussi par la qualité d'impression, mais surtout par le caractère un peu hermétique du langage utilisé par l'auteur.

«*Ce roman est très intéressant car on retrouve là un style qui commence un peu à manquer à nos auteurs. Il faut certes faire un peu d'effort pour bien le comprendre, mais c'est tout aussi du mérité de l'auteur de nous produire une œuvre qui permette de maintenir le niveau d'écriture à un très bon niveau.*» Souligne Haman François, enseignant à Garoua. Né en le 1er janvier 1957, Emmanuel Mayo est originaire de la localité d'Otelé. Titulaire d'un bac en lettre, il entame sa carrière comme enseignant de français et d'espagnol après des études de philosophie à Université de Yaoundé. Il va ensuite rejoindre la Sopecam comme correcteur avant de suivre une formation de journaliste au Cifor de Liège en Belgique.■

MANWI.

L'écrin vert des fruits européens dans l'Adamaoua

A 13 kilomètres de Ngaoundéré, une quinquagénaire cultive des fraises, des petits pois et des pommes de Reinette, communément appelées pommes de France. Fruits qu'il exporte en Afrique Centrale mais aussi en Europe, où ses fruits sont davantage cultivés. Actuellement, ces cultures d'étendent sur près de deux hectares.

Par Bertrand Ayissi

On cultive la fraise à Ngaoundéré ? Bien plus qu'une question, c'est un étonnement total que marque le commun des habitants de la capitale régionale de l'Adamaoua. Il en est de même de la pomme de Reinette communément appelée pomme de France, des petits pois, et quelques autres légumes et fruits d'origine européenne. Pourtant, ces variétés sortent bel et bien cultivées sur la terre de la région château d'eau. Par le génie d'un homme, Alhadji Ibrahim Malam, 59 ans, Manwi, petite localité de l'arrondissement de Ngaoundéré 3e, est le berceau privilégié de la fraise «*made in Cameroon*». «*Je produits des mangues de contre saison que j'expédie dans le Sud du pays et dans l'Adamaoua même. Donc, ce sont mes mangues qui sont sur le marché au moment où il n'y en pas*», se réjouit-il. Mais la mangue n'étale pas à suffisance le génie créateur de l'homme svelte aux idées costaudes. La culture de la fraise lui a donné une réputation nationale et internationale. Du moins, pour les friands de ce fruit. Et il le sait. Une raison pour passer la majeure partie de son temps à Manwi. Surtout en cette saison sèche, période favorable à la culture de la fraise. «*Tant qu'il fait chaud, la production est bonne, matin et soir. Quand il fait froid, la production n'est pas en grande quantité*», affirme-t-il. Par an, il produit deux fois sur un hectare et demi, différentes variétés de fraise, notamment le Remontant qu'il cultive le plus et la Merveille de quatre saisons, qui n'ont plus de secret pour lui. D'ailleurs Alhadji Ibrahim Malam peut se targuer d'avoir «*fait fortune*» grâce à la fraise. «*Au moment de la récolte, je peux gagner 200 000 Fcfa par jour puisque le kilogramme est à 2500 Fcfa*», renseigne-t-il.

LE LABOUREUR ET SES ENFANTS

Alhadji Ibrahim de rappeler que l'amour des fruits lui a valu l'honneur d'être salué par le chef de l'Etat Paul Biya. «*Je vais vous dire que c'est grâce à la fraise que j'ai eu la chance de serrer la main du président Paul Biya. J'ai eu le 4e prix national sur les fruits au comice de Maroua et j'ai une contribution exceptionnelle du Corps de la Paix des Américains. Pour mon cas, je mange tout ce que je veux, des produits sains et bio*», confie le cultivateur, sans manquer d'évoquer les multiples invitations de la ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation, et la volonté de celle-ci d'effectuer une descente à Manwi. En tout cas, ceux qui ont déjà eu l'opportunité de s'y rendre, n'en sont pas revenus déçus. Au plaisir de la dégustation de la fraise entièrement bio ou de succulents petits pois. «*Au lieu que les jeunes se ruent vers la moto, ils feraient mieux de cultiver la terre. La terre de l'Adamaoua peut faire pousser tout, d'après ma modeste expérience. Je n'envie pas un fonctionnaire. Et voyez-vous la GIZ m'a donné deux motoculteurs avec tout le matériel de bureau complet*», confie le quinquagénaire.

Mieux, Alhadji Ibrahim Malam a pu élever des enfants aux têtes bien faites. Lesquels ont suivi les pas de leur père qui n'a fait ses classes que jusqu'au cours moyen deux (CM2) à l'école principale de Mabanga, à Ngaoundéré. Et ils ne le regrettent pas. Et pour expérimenter la culture de la pomme de reinette à Ngaoundéré, c'est Mohamadou Bachirou, l'un de ses rejetons qui pilote l'initiative. A ce jour, le pommier produit des fruits comestibles, mais dont la grosseur n'est pas encore satisfaisante. «*On va marcotter l'actuel pommier pour qu'il nous donne beaucoup de boutures, environ 100 ou plus. Après avoir planté, la production va suivre l'année suivante. La pomme de reinette a un cycle de deux ans maximum, pour la croissance et la production*», explique Alhadji Ibrahim Malam.

Pour ce qui est des nouvelles variétés de pomme de terre introduites par la GIZ, c'est encore un fils d'Alhadji Ibrahim Malam qui les a expérimentées. Les pommes de terre actuellement produites, d'une bonne grosseur, elles, ont besoin de deux mois pour être récoltées. «*L'entretien n'est pas trop difficile en saison sèche, contrairement à la saison des pluies où il y a davantage de pourriture. Généralement, le sac de pommes de terre coûte 40 000 FCfa en période d'abondance. Mais lorsque la production est en baisse, le sac peut coûter 60 000 Fcfa, voire plus*», informe-t-il.

En tout cas, grâce à ces cultures, le cultivateur a nourri 2000 soldats français pendant deux ans à Ndjaména. «*Je les approvisionnais en légumes de 1979 à 1982, à leur demande. Ce, parce qu'ils avaient été épatés de voir que je cultivais du choux fleur, des betteraves, des petits pois qu'on voit seulement en boite au Cameroun*», se souvient-il, tout joyeux. D'après lui, la culture du petit pois est tout aussi intéressante et rentable que la fraise et la pomme de reinette. «*Le cycle de la culture du petit pois est aussi court, soit deux mois. La demande ici dépasse l'offre parce que les gens voient ces petits pois frais. Je fais par an, un quart ou un demi hectare, trois ou quatre fois*», déclare-t-il. Depuis l'arrivée du Programme alimentaire mondiale (PAM) au Cameroun, «*c'est moi qui les approvisionne en légumes et fruits. J'ai d'ailleurs signé le livre d'or*» se vante-t-il. Autrefois, ces fruits et légumes «*étrangers*» n'étaient pas connus des Africains. Mais maintenant, tout le monde les connait et la demande va grandissante. Pâtissiers, brasseurs fruitiers, restaurateurs et autres sollicitent ces produits au Cameroun et à l'extérieur. Pour lui, les jeunes peuvent être encouragés à se lancer dans l'agriculture en général.

Actuellement, propriétaire un hectare et demi de fraises, c'est avec son fils, qu'il essaye de prélever les graines pour semer, grâce à leurs petites recherches. L'homme d'affaire reçoit des commandes de Yaoundé, Douala, Garoua, Ndjamena, Agrocom au Gabon, Paris, etc. La production dépend de la demande. Quand il y a des débouchés, le cultivateur augmente la production. Aujourd'hui, «*j'ai une expertise pour la culture de la fraise et si je donne un fraisier à quelqu'un sans lui montrer comment l'entretenir, au bout d'un an, il le perd*», explique-t-il. Ambitieux, «*si nous avons régulièrement un avion à Ngaoundéré, qui va nous permettre d'avoir une correspondance pour Douala et Paris, au mois de décembre, on peut expédier les fraises en France. J'avais une fois, essayé. J'avais récolté des fraises à 17 h à Ngaoundéré, j'ai remis à l'avion qui est venu par correspondance à Douala à minuit, et à 6 h du matin, elles étaient à Paris. Les gens à qui j'avais envoyé ces fraises étaient très contents, au point de venir me présenter les vœux du nouvel an. Cette culture m'a ouvert tellement de portes. Je cherche juste à rassembler plus de jeunes autour d'une coopérative*», envisage-t-il. Pour assurer la relève, le cultivateur a déjà son autre fils, technicien supérieur d'agriculture, qui s'est aussi lancé dans cette culture. Depuis un an, c'est ce jeunot qui s'occupe des semences de pomme de terre. Et son père n'en est pas peu fier dans son verger dont la prédominance des manguiers gratifie d'un ombrage reposant. ■

L'OEIL DU SAHEL
N°1049 du vendredi 16 mars 2018

MINKREO BIRWE. Limogé de coton sport, il vient de rebondir sur le banc de touche d'Aigle de la Menoua.

Un tacticien au cuir solide

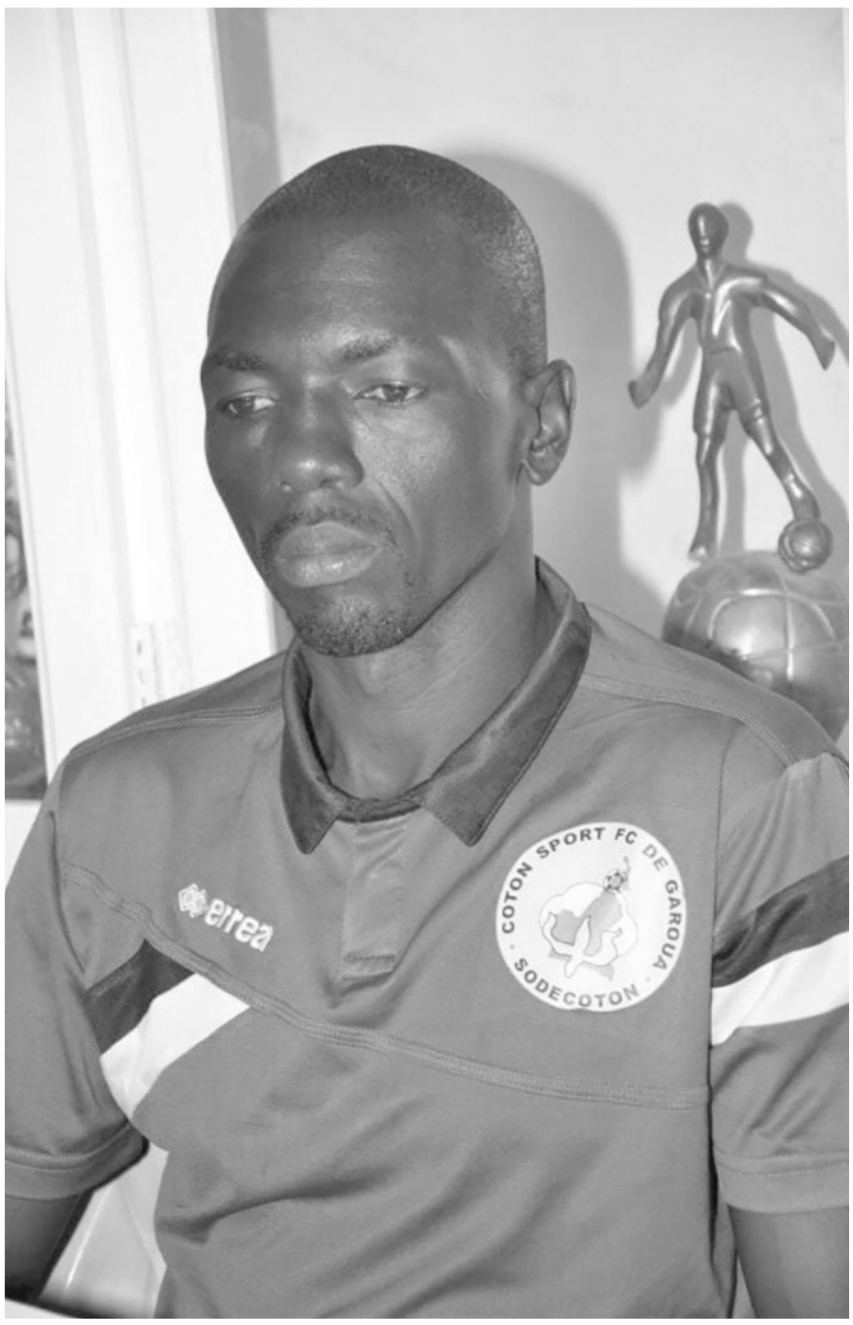
Par Ebah Essongue Shabba

Minkreo Birwe. Un nom inconnu du grand public jusqu'à cette qualification historique avec l'équipe nationale féminine des U-17 à la phase finale du Mondial U-17 «*Jordanie 2016*». Une première dans l'histoire du football camerounais. Une consécration pour ce natif de l'Extrême-Nord. Après des années de dur labeur ! Pourtant, son petit gabarit, son apparence juvénile et son visage de poupin, pourront vous faire croire qu'il s'agit d'un gamin à peine sorti de l'adolescence. Que nenni ! En effet, cela fait une quinzaine d'années que Minkreo Birwé arpente les stades de football. Il a roulé sa bosse dans plusieurs clubs camerounais. Professeur d'éducation physique et sportive moulé à l'Institut national de la Jeunesse et des sports de Yaoundé (Injs), promotion 2000-2003, Minkreo Birwé est titulaire de plusieurs diplômes sportifs. On peut citer : une licence A fédérale de la fédération camerounaise de football (Fécafoot), la licence Bdfb à la Sport Schule de Hennef en Allemagne où il fut le major des Camerounais avec admission à la Licence A à la fédération nationale de football européenne (Uefa). Il a à son actif plusieurs participations à des stages dont le stage organisé par la fédération internationale de football association (Fifa) d'entraîneurs de football des jeunes, le stage d'encadreur de jeunes à Aspire Sports Academy à Doha au Qatar ou encore le stage Fifa d'entraîneurs de haut niveau. La liste est longue.

Après tous ces stages, c'est en 2005 que Minkreo Birwe flirt pour la première fois avec le métier d'entraineur. Cette année-là, il prend les rênes de l'équipe première de Dragon Fc avant d'aller ensuite offrir ses services à Cogito Fc. L'équipe est aussi affiliée dans la ligue régionale de football du Centre. Très sollicité, le jeune coach a notamment été membre du jury de détection et d'évaluation des jeunes footballeurs à l'école de football des Brasseries du Cameroun entre 2007 et 2011. En 2011 Minkreo Birwé réalise son premier exploit lorsqu'il emmène As Fap, une équipe du championnat régional du Centre en demi-finale de la Coupe du Cameroun. Sa carrière d'entraîneur professionnel commence en 2012 au sein de Dragon Fc de Yaoundé lorsqu'il devient le nouveau patron du banc de touche du club. Après deux saisons, il a réussi à monter un groupe homogène qui domine la Ligue deux et permet au club de la cité capitale d'accéder en ligue un. Nous sommes en 2014.

Après l'accession en première division de Dragon FC, Minkreo Birwé décide d'aller porter assistance à Aigle de la Menoua, un autre club de la Ligue deux qui cherche désespérément à accéder en division d'élite. Il pose donc ses valises à Dschang, dans le nid de l'Oiseau de la Menoua. Ici aussi, la chance lui sourit. En 2015, en une seule saison, il réédite l'exploit et propulse les noirs et jaunes en décembre en ligue un. En janvier 2014, le ministre Adoum Garoua nomme Minkreo Birwe à la tête de l'encadrement technique des Lionnes cadettes et deux ans plus tard le technicien offre au Cameroun sa première qualification pour une coupe du monde dans la catégorie des moins de 17 ans, chez les dames. Quelques mois plus tard, l'euphorie de la qualification cédera la place à la tristesse de l'élimination car le Cameroun sera éliminé au premier tour de la phase finale du Mondial. Malgré cette défaite, il ne baisse pas les bras. Il est appelé par une équipe du «*village*» : coton sport de Garoua.

SAPEUR-POMPIER

C'est en sapeur-pompier que Minkreo Birwe accoste donc la rive gauche de la Bénoué, un soir de janvier 2017. A quelques jours du début de saison le coach Birwé remplacera au pied levé, Souleymanou Aboubakar, d'abord pressenti pour occuper le poste. Comme un bon médecin qui sait quel traitement appliquer à son malade, il devait faire montre de son savoir-faire pour remettre sur la scène africaine, Coton Sport ; non sans en assurer sa suprématie au sein de l'élite. Sur le banc de Coton Sport, de février 2017 à février 2018 s'écrit comme suit : 34 matches de championnats pour 15 victoires, 13 nuls et 6 défaites. Un titre de vice-champion 2017 avec 58 points et la meilleure attaque avec 50 buts au compteur ; trois matches de coupe du Cameroun pour deux victoires et une défaite. Et le club est éliminé en 16e de finale.

En ligue des champions, grâce à trois victoires et un nul lors des matches de qualification, Minkreo Birwe a permis à Coton de décrocher son ticket pour la phase de poule avec à la clé un juteux pactole et le club est passé du 9e rang au 8e rang dans le classement des meilleurs clubs africain. Mais les mauvais résultats du début de saison (quatre matches dont une victoire, deux nuls et une défaite) vont le pousser vers la sortie. Sa lune de miel avec Coton Sport s'est achevée le 27 février dernier. Limogé par les dirigeants de Coton Sport, l'ancien cop's de l'université de Ngaoundéré qui est également passé par Yaoundé, ne va pas chômer longtemps. Deux semaines après son départ de Coton Sport, le technicien a paraphé un contrat le 14 mars 2018, avec Aigle Royal de la Menoua, la lanterne rouge du championnat. Artisans du retour d'El Pacha en Elite One, Minkreo Birwe revient dans une demeure qu'il connait parfaitement et où il est particulièrement adulé par les supporters. Seulement, Aigle est en mauvaise posture en championnat. Après sept journées, le club n'a pas encore gagné le moindre match et affiche zéro but à son compteur. Désormais tous les espoirs des supporters et des dirigeants reposent sur les épaules de Minkreo Birwé qui va devoir une fois de plus jouer au «*sapeur-pompier*». ■